

# PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

**POU NOU  
VRÉYÉ MATINIK  
DOUVAN**

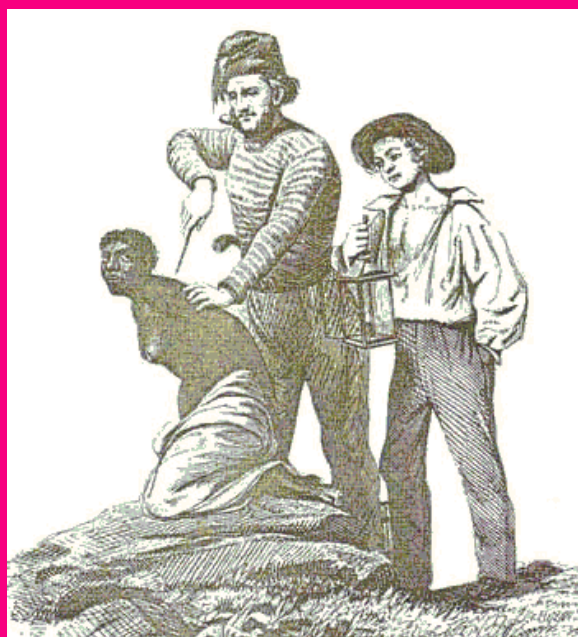
**FOK**

**NOU SOTI**

**ANBA**

**LOPSYON**

**LA FRANS**



# CE FAIT COLONIAL QU'ON VOUDRAIT TANT ESCAMOTER

Décidément le consensus semble total. Il est devenu inconvenant de dénoncer la domination coloniale qui s'exerce sur notre pays. Les colonies ? De la gauche à la droite, on nous affirme que c'était hier. D'ailleurs ne vient-on pas de commémorer le soixantième anniversaire de la loi de départementalisation.

Au risque de déplaire nous rétablissons la vérité à l'encontre des charlatans politiques de tous bords.

En dépit de leurs lois de départementalisation, de régionalisation, le fait demeure. En 2006, la Martinique est encore une colonie. Pendant qu'on tente de nous endormir avec des cancons politiques, de combats pour la chasse aux places

et aux mandats, pendant qu'on gère pépère les institutions coloniales notre pays se meurt tout doucement.

Notre terre est empoisonnée sans que les empoisonneurs soient les moins du monde inquiétés, sans qu'aucun programme de décontamination ne soit mis en œuvre.

Notre terroir agricole continue à disparaître ravagé par la bétonisation. La pression sur le foncier favorisée par les lois de défiscalisation fait des ravages.

Les cultures coloniales d'exportation (bananes, ananas) sont à bout de souffle et on ne cesse d'enregistrer des licenciements par centaines dans ces secteurs. L'usine du Galion tourne au ralenti faute de canne en

quantité suffisante à boyer.

Notre jeunesse sans perspective est invitée à s'exiler.

En dépit des fanfaronnades de « nos » politiciens qui font croire qu'ils servent à quelque chose, disposons nous des leviers de commandes susceptible de nous permettre de redresser la situation ? Chaque jour qui passe nous démontre que c'est NON.

Un peuple qui ne dispose pas du pouvoir de décider de son avenir, d'adopter une politique allant dans les sens de ses intérêts fondamentaux, qui est totalement soumis à des décisions prises ailleurs est un peuple colonisé.

Ce numéro de « Patriyot » est spécialement consacré à cette question capitale que l'on voudrait escamoter pour perpétuer en douce un système colonial dépassé et qu'il nous appartient de faire disparaître.



## POUR UN ETAT MARTINICAIS DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

# DECLARATION

Le constat de la situation de notre pays est fait par tous : (*marasme économique, licenciements, chômage, pollution, malaise social, balance commerciale excessivement déficitaire, assistanat, délinquance, drogue, violence, crise morale, mal-être, crise identitaire.*). Nul ne peut le contester.

Face à cela la majorité des élus et des organisations politiques font preuve d'un manque de responsabilité et de lucidité, ils s'enfoncent davantage dans une stratégie de logique franco européenne : « *la France et l'Europe vont nous donner ce dont nous avons besoin* », alors que tous

les éléments montrent les limites du capitalisme ultralibéral appliqué dans notre pays à la sauce colonialodépartementale. Certains se sont couchés face contre terre dans le sillon de l'assimilationisme, et se vautrent dans les méandres de la politique coloniale française. Pour d'autres, l'idée majeure est celle d'un consensus au ventre mou autour d'hypothèses de résultats d'élections en France ou en martinique.

Au terme d'une manipulation avec le vote travesti du 7 décembre 2003, ils prônent le maintien du système actuel au nom d'une prétendue démocratie. Quelle démocratie peu exis-

ter en pays colonisé quand le fondement premier de la démocratie est bafoué puisque le peuple martiniquais n'est pas reconnu et que les citoyens martiniquais ne sont pas reconnus en ce qu'ils sont. Parfois devant la paralysie liée aux institutions, osent-ils demander au gouvernement colonial d'assouplir le carcan.

Ainsi l'absence de vision politique ne leur permet pas de s'inscrire dans un projet de construction d'une Martinique responsable ; ils se contentent de ne rien faire pour changer les choses et attendent tout d'ailleurs.

Ce comportement irresponsable

est en partie la cause de l'aggravation de la situation, ils laissent des pans entiers de notre société victimes de la précarité, de la délinquance, et ne prend nullement en compte les caractéristiques propres de notre peuple, de notre nation.

Actuellement il n'y a pas de véritable débat idéologique et politique, les propos répandus tournent autour de versatilités ou de retournement de celui ci ou celui là, et là aussi les Martiniquais ne doivent pas se laisser prendre au piège des beaux discours ou de nouveaux partis qui ne génèrent que de faux espoirs.

Pour certains la lutte nationale se limite au combat identitaire, linguistique ou culturel, un telle démarche est erronée et sans lendemain puisque le colonialiste demeure maître absolu. Il change ce que bon lui semble, quand bon lui semble.

La seule démarche qui peut être fructueuse est celle de la rupture avec le système colonial, de la mainmise de la métropole sur notre peuple, car c'est une démarche d'ouverture de dynamisme, de vitalité.

Le peuple Martiniquais, communauté formée au cours des siècles de colonisation française, a les mêmes droits que tous les autres peuples du monde.

Notre peuple, âme essentielle de notre nation, doit détenir le pouvoir total de décider de son destin et exercer pleinement sa souveraineté en toute indépendance.

Malgré les initiatives de résistance menées, sous diverses formes, par des gens d'horizons divers, la réalité est que usant de toutes sortes de moyens et subterfuges le pouvoir colonial a réussi à maintenir sa domination coloniale et à contenir le mouvement ouvrier de manière globale. Il en résulte un affaiblissement des actions tant sur le plan des luttes revendicatives que sur celui de la lutte de libération nationale.

Aujourd'hui il est nécessaire que se développe un mouvement populaire national pour exiger que tous les droits du peuple martiniquais soient respectés.

Ce mouvement doit centrer son action sur le développement des luttes dans les différents domaines mais surtout doit être porteur de la revendication essentielle de la constitution d'un Etat martiniquais, outil indispensable pour mettre en œuvre un projet politique, conforme aux intérêts de la nation martiniquaise, aux aspirations et besoins des couches populaires, principales victimes de la politique appliquée par le gouvernement français.

Ce projet de société démocratique doit mettre au centre l'homme martiniquais, ouvrir la voie à un développement autocentré harmonieux, utilisant toutes les potentialités humaines et naturelles en respectant les équilibres écologiques, et permettre l'épanouissement individuel et collectif.

Le PKLS appelle les Martiniquais à exiger du pouvoir colonial français la reconnaissance du peuple Martiniquais ainsi que ses droits sur sa terre, la Martinique, par l'exercice effectif du droit à l'autodétermination et le respect des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme le droit à la résistance à l'oppression et à la Déclaration des droits des peuples sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Notre salut, l'avenir de nos enfants, sont de notre responsabilité, nous n'avons pas le droit de fuir notre devoir. Les jeunes, les femmes, souvent premières victimes, doivent prendre toute leur place dans ce combat pour l'institution d'un Etat Martiniquais démocratique et populaire.

Notre mobilisation politique pour occuper tous les espaces de notre territoire, notre engagement personnel pour combattre le colonialisme sous toutes ses formes peut nous permettre de sauver la Martinique.

Relevons le défi !

Woulo ba lendépendans !

Ki yo lé ki yo pa lé, ansanm ansanm nou ké pran yo !



**PATRIYOT**

Directeur de la publication :

J.P. ETILE

Dépôt légal : mai 2006

P.K.L.S. - BP 1036

Fort-de-France CEDEX

Imprimerie FLAP

Contacts :

Site : <http://www.pkls.org>

Email : [pkls@pkls.org](mailto:pkls@pkls.org)

Emission radio

anlè RFA  
(93.6 ou 105.9)

Tou lé jédi  
8 tè jis 10 zè oswè

# La MARTINIQUE COLONIE OU NON ?

**L**a tentative du gouvernement de faire valider par les représentants de la nation française, le parlement, au travers d'une loi, la conception révisionniste de la colonisation qui aurait été une chose positive a conduit nombre de nos compatriotes à chercher à comprendre ce qu'est une colonie et si la Martinique était une colonie ou non.

Pour bien comprendre cela il est important de déterminer certains termes ou certains concepts.

Coloniser, établir une colonie c'est occuper un territoire étranger habité ou non et décider que ce territoire devient la propriété de celui qui vient s'y installer, et il y fait régner sa volonté, sa loi. L'histoire de l'humanité depuis très longtemps est pleine d'exemples, les plus récents sont ces colonies créées régulièrement par Israël sur le territoire de la Palestine.

Cette colonisation peut se faire de différentes manières.

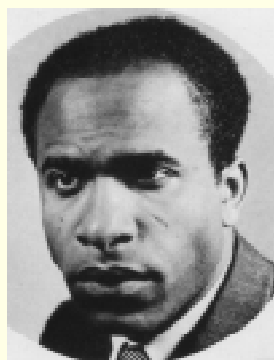
S'il s'agit de territoire inhabité il suffit d'imposer sa présence par la force et d'occuper les lieux. S'il y a des indigènes on peut les éliminer de différentes manières, soit par génocide direct en massacrant toute la population, ou en créant les conditions de leur mort, ou en les chassant de leur pays.

Peut aussi être pratiquée une immigration massive de colons pour créer une autre composition démographique, ethnique, en faveur des arrivants.

Il peut y avoir une politique d'oppression culturelle, linguistique, par nombre d'interdictions, qui conduit à la substitution de la culture existante par celle de l'occupant.

Il peut aussi avoir une politique

d'assimilation qui est une démarche de domination, alliant la contrainte et l'intégration. Il s'agit de nier, de manière plus ou moins violente, la culture du peuple dominé en tant qu'entité propre et de dissoudre tout ce qui est de la colonie dans les structures de la métropole pour que celle-ci le digère progressivement et fasse disparaître tout ce qui est propre au colonisé. Ainsi le colonisateur vise à empêcher le développement de la conscience nationale et de la lutte pour la libération nationale et l'émancipation sociale. En fait il s'agit de déculturer le colonisé, souvent au moyen du « savoir », pour en faire un aliéné complice de sa propre domination, en usant de



l'aspiration d'une couche plus ou moins aisée à ressembler au maître et en le faisant vecteur de cette politique.

Quelque soit la politique menée, celle-ci s'exerce au moyen d'une occupation militaire avec une répression permanente, une domination politique, une exploitation économique et un appareil juridico administratif entièrement assuré d'une part depuis la métropole et d'autre part par les colons venus s'installer qui utilisent à des postes subalternes des autochtones. Ceci s'accompagne souvent de la destruction des institutions et des valeurs des indi-

gènes ou des dominés. Tout cela bien entendu présenté comme œuvre civilisatrice, d'apport culturel, de croissance économique, de développement social.

Ces différentes politiques sont en général associées soit dans le même temps soit de manière successive en fonction des circonstances de temps et de lieu.

En réalité il s'agit toujours de l'application de la loi du plus fort en faveur de l'Etat dominateur, colonisateur qui s'impose et agit exclusivement en fonction de ses intérêts.

Tout ceci peut être illustré pour nombre de cas dans le monde.

La Martinique a-t-elle vécu cela et à ce propos quelle est sa situation ?

Les Caraïbes ont été exterminés et chassés.

Les colons blancs se sont installés. Ils ont importé des nègres qui ont été mis en esclavage et gérés par un code les maintenant en situation de sous hommes pour que les classes dominantes puissent mieux les utiliser afin de réaliser le maximum de profit.

La déculturation a été menée pour que le nègre pratique l'autodénigrement et au fur et à mesure qu'il adopte tout du maître blanc. Ainsi le colonisateur est parvenu à faire qu'il n'ait pas une conscience de soi, de son ethnie, de son peuple, de sa nation qui soit le produit, l'expression de son subconscient mais qu'il ait une conscience de la valeur du maître, du blanc avec ses références, qui s'imposent à lui comme seul dessein possible pour exister.

# CE PAYS DOMINE QU'EST LA MARTINIQUE

La Martinique est dominée politiquement, militairement, culturelle-ment et économiquement.

Sur le plan politique, toutes les décisions importantes sont prises à Bruxelles et/ou Paris. Les élus locaux ont simplement en charge la gestion de l'intendance comme l'entretien des routes et des lycées, le paiement du RMI... Choses importantes mais bien insuffisantes pour faire une politique. Des gestionnaires qui ne font qu'appliquer une politique décidée ailleurs. Même quand une petite décision est prise ici, c'est bien souvent celle d'un cadre français car l'encadrement des entreprises publiques (services administratifs, justice, police, armée, rectorat) et privées est français.

Sur le plan culturel, le Kréyòl est minoré, combattu même si la résistance s'organise. Nos danses sont considérées comme folkloriques, nos plats comme exotiques. Notre pays est appelé Département, Région, DAF ou RUP, dénomination qui n'apparaissent d'ailleurs sur aucune carte. Un enseignement fait par des français pour des français avec un taux d'échec remarquable. « Le printemps de la maison », « les soldes d'été », « je pars en vacance cet été », « il est ors du département, il part en Métropole » des expressions qu'on entend de plus en plus souvent de la bouche de compatriotes... tout est fait pour nous aliéner et imposer la culture française. L'importation des produits de consommation courante transforme peu à peu nos goûts.

Organisation de l'arrivée massive d'enseignants français (ses) ne connaissant rien de la Martinique.

Sur le plan militaire, l'armée française est présente sur tout le pays à travers ses gendarmeries, son service de renseignement avec les forces supplétives locales. Les casernes servent de bases pour les interventions militaires de l'armée française à l'extérieur. Nos braves élus en sont informés par la télévision !

Sur le plan économique, la Martinique est intégrée à l'U.E bien que 80% de la population ait refusé l'intégration. Les exportations couvrent moins de 10% de nos importations. Une agriculture moribonde sur une terre largement polluée pour des années, une industrie inexistante ... tout est fait pour permettre d'écouler massivement les produits français et européens. La France a le monopole des transports tant sur le plan maritime que sur le plan aérien. Concernant les nouvelles technologies, le pays accumule un retard considérable, la France imposant à travers sa société Wanadoo un prix exorbitant pour un service parfaitement médiocre. Tout est organisé pour la liquidation de toute production locale alors que l'importation massive de toutes sortes de produits est facilitée y compris des produits tropicaux comme l'igname !

Quelque soit l'angle d'analyse, tout est organisé à tous les niveaux pour perpétuer la domination coloniale et tout est fait aussi pour masquer, pour travestir cette réalité. La Martinique est toujours une colonie française.

**Agriculture** : En 24 ans la Martinique a perdu 54 % de ses terres agricoles ! (1973 : 62 000 ha, 1997 : 28 672 ha) ; Plus de 1200 licenciement en 2004-2005 pour le seul secteur de la banane ; Importation du sucre, de l'igname du loiret...; La grande majorité des terres agricoles appartient aux békés

**Santé** : Augmentation de la consommation de drogue (cannabis, crack) ; 600 «errants» sur Fort-de-France; Alcoolisme touchant de plus en plus les jeunes

**Bâtiment** : Les prix des constructions et des parcelles rendent les logements inaccessibles au Martiniquais(es), ex : un F3 à 1200 •

**Environnement** : Pollution du sol au chlordécone et autres produits, Pollution de la totalité des sources naturelles, Attaques des végétaux (avocat, cocotier...)

**Pêche** Disparition des ressources de bord de mer (oursins, Lanbis, flore...), Plages polluées, Impossibilité d'aider nos marins-pêcheurs à cause des directives européennes qui visent à diminuer les capacités de pêche au niveau européen

**Education** : Arrivée massive d'enseignants français(se) - 300 en 2005 -alors que des Martiniquais de même niveau sont au chômage, Echec scolaire, programme inadapté («...le taux d'illettrisme est évalué à 35% de la population contre 14% en France... -Préfecture-)

**Import-export** : moins de 10% des importations sont couverte par les exportations, la quasi totalité des échanges se fait avec la France, moins de 1% avec la Caraïbe !

**Chômage** : «...Le niveau du chômage et son évolution sur longue période sont les caractéristiques de l'économie martiniquaise les plus préoccupantes...Pour le mesurer, peu de données sont disponibles...28% en 2000 (INSEE) ; 31 400 bénéficiaires du RMI fin 2002 , 110

# COMMENT ILS NOUS FONT PEUR

De tout temps, les colonialistes français ont mis en œuvre de multiples moyens pour contrecarrer les de notre peuple. Tous ces répondent à un même objectif : **faire peur !**

Faire peur pour dévoyer les consciences, faire peur pour annihiler tout esprit de révolte, toute velléité de lutte émancipatrice.

Durant la période de l'esclavage les colons n'ont cessé d'effrayer leurs esclaves en prétendant que devenant libre, que n'ayant plus de maître ils mourraient de faim.

Cet argument plus éculé est encore repris pour repousser la légitime revendication d'indépendance. Aujourd'hui il a plus de mal à être crédible auprès des martiniquais qui voyagent dans les pays de la caraïbe et qui se rendent compte que dans aucun des pays indépendants qui nous entourent (et même au niveau des plus petits) on ne meurt pas de faim.

Mieux souvent que leur taux d'autosuffisance alimentaire est de loin supérieur au notre.

En reculant devant rien, ils sortent de leur panoplie une arme qu'ils espèrent fatale.....Haïti.

« Vous serez comme Haïti ! ». Cette prétendue arme relève en réalité de la malhonnête intellectuelle la plus crasse. C'est vite oublier que la France n'a eu cesse de se venger de ce peuple qui eut le front d'arracher son indépendance en battant à plate couture la grande armée de Napoléon. C'est vite oublier que la France a imposé le versement par la petite république le paiement

d'une somme exorbitante de 150 millions de francs à l'époque, payé en ayant recours à divers emprunts auprès des banques françaises à des conditions ruineuses ( avec des taux d'intérêts allant parfois jusqu'à 30%) créance imposée par l'Etat français pour dédommager les anciens colons dont le paiement s'est étalé sur des dizaines d'années privant le pays de disposer de moyens nécessaires à son équipement. C'est encore oublier les invasions américaines, le pillage des richesses nationales d'Haïti par les américains, la dislocation de la société de la société haïtienne par ces derniers avec la mise sur la sellette d'une classe toujours mulâtre et par réaction d'une idéologie noiriste symbolisé par le règne terreur des Duvalier toujours soutenu sans réserve par les puissances capitalistes et le soutien inconditionnel des gouvernants français à la classe dirigeante et aux dictateurs aux petits pieds qui n'ont cessé de s'enrichir sur le dos de leur peuple en le grugeant et en le martyrisant.

Jamais à court de ressources les dispensateurs de peur dissertent sur tous ces avantages que nous perdrons avec l'indépendance. Pour ce faire, ils mettent au profit de la colonisation positive toutes les conquêtes des travailleurs. C'est encore une entreprise malhonnête que d'exploiter à son profit le fruit des luttes des générations passées : lutte pour la liberté, combat contre l'usine, les batailles pour la sécurité sociale, les retraites etc. n'est ce pas aujourd'hui alors que nous n'avons pas l'indépendance que toutes ces conquêtes sont remises en question et grave-

ment menacées par les gouvernement français (de droite comme de gauche) au service du grand capital ?

A peine la revendication de l'indépendance avancée qu'ils ont opposés l'argument de la petitesse. Un petit pays n'aurait pas droit à l'indépendance et serait donc condamné à l'asservissement ad vitam æternam. En plus d'être malhonnêtes seraient ils ignorants ? Oublieraient ils que la terre est parsemée d'états indépendants bien moins peuplés ? bien moins étendus que la Martinique. Dans nombre de ces pays on peut observer que certains sont moins dotés de richesses naturelles que notre Martinique mais parviennent à garantir à leur peuple des niveaux de vies décentes et à participer sans complexe au concert des nations.

Nous pourrions égrener ainsi une longue liste de ces pays en rappelant simplement qu'il y a sans doute de par le monde de petits hommes, mais qu'il n'y a pas de petit peuples comme aimait à le rappeler notre camarade Marcel MANVILLE.

Une de leur trouvaille : la mondialisation. A l'heure de la mondialisation prétendent ils ce serait folie que d'accéder à l'indépendance car notre sécurité c'est d'appartenir au grand ensemble européen qui nous garantit débouchés pour nos produits et sécurité. L'argument fait bien piètre figure au moment où la banane se meurt faute justement de garantie d'écoulement sur le marché français et européen du fait de l'application des règles du commerce mondial qui interdit la prospection des

marchés pour mieux garantir les profits des multinationales capitalistes exploitant à outrance les travailleurs.

C'est la conquête de notre pleine souveraineté qui bien au contraire nous permettra de négocier des accords de partenariat avec les grands ensembles économiques de par le monde et pas seulement avec la communauté européenne. Alors qu'avec la colonisation nous voici poings et mains liés à cette Europe qui déverse -sans contrepartie - ses marchandises dans notre pays.

Comme on le voit, les armes de la peur sont nombreuses et variés. Leurs effets sont loin d'être négligeables. En les démontant sans cesse les unes contre les autres nous contribueront à l'éveil des consciences des filles et des fils de notre peuple pour parvenir à faire en sorte que la qu'il ont si savamment insufflée en nous, change de camp.

Il est plus que temps en effet que s'apercevant de l'ampleur de la prise de conscience chez nous qu'ils tremblent de peur de perdre les profits pharamineux de quatre siècles d'exploitation coloniale.

## **SEUL UN RENVERSEMENT DU SYSTEME COLONIAL PEUT PERMETTRE L'EXPLOITATION DE NOS ATOUTS**

La communauté martiniquaise comme toute communauté humaine dispose de potentialités à savoir de facteurs offrant des possibilités d'évolution, de développement de la société.

La responsabilité de ceux qui dirigent est de gérer ces potentialités de manière à en faire des atouts à savoir des éléments positifs susceptibles de créer une dynamique de progrès, en mettant en adéquation les ressources naturelles et humaines, et les besoins de toute la collectivité pour l'épanouissement de chacun

Or la réalité de notre situation de colonie fait que tout est décidé ailleurs, à Paris ou à Bruxelles, non pas en fonction de la réalité de notre nation, mais en fonction des volontés de l'Etat colonial français, au bénéfice des grandes sociétés capitalistes pour lesquelles le maître mot est le profit maximum et qui sont les véritables maîtres du jeu dans les décisions importantes.

Aussi, toute prospective de notre peuple pour son devenir implique une analyse des potentialités, une étude de l'environnement afin de déterminer ce qui peut constituer un atout.

A l'évidence dans ce système qui nous est étranger, qui est inadapté et constitue une aberration tant sur le plan politique, institutionnel et administratif avec des conséquences dans tous les domaines, il ne peut y avoir d'atout au bénéfice de notre peuple.

Aussi seul un changement de système peut permettre d'exploiter les atouts pour faire prospérer la société martiniquaise.

Chaque individu, chaque organisation, chaque peuple, connaît dans son histoire des phases différentes, de progrès ou de recul.

La société martiniquaise aujourd'hui est gravement menacée. Il est important que le peuple Martiniquais détienne le pouvoir pour modifier fondamentalement, structurellement, la voie dans laquelle on l'a engagé sans considération de sa volonté et de ses intérêts.

Les ressources humaines sont un élément fondamental pouvant être un atout majeur. Mais pour cela il faut enrayer le mal être très largement répandu, freiner l'éclatement familial et la disparition des valeurs morales et sociales qui se fait à très grande vitesse. Il faut donner à chaque individu une formation adéquate et lui offrir la possibilité d'être acteur de l'évolution de la société par une participation active dans les décisions. Il faut aussi remplacer le mode de pensée capitaliste de consommation et de confort illusoire individuel par un comportement social qui ne soit pas fondé que sur le matériel mais qui soit solidaire et s'inscrive dans un bien être collectif.

Le système socio éducatif devra être pensé en fonction de l'environnement géographique et environnemental être le plus ouvert possible sur le monde à partir d'un ancrage très fort dans notre histoire et notre culture.

Les ressources naturelles sont fortement affectées, Les eaux sont polluées, la terre est polluée, des espèces marines sont en danger, mais le climat et notre situation géologique sont un atout exploitable notamment pour les énergies renouvelables. Les ressources marines animales végétales et minérales doivent être exploitées de manière appropriée pour en tirer des éléments utiles pour notre développement

Mettre en synergie nos ressources humaines et matérielles dans un projet commun construit sous une forme démocratique et porté par une mobilisation populaire, tel est le pari que nous devons gagner si nous voulons construire la Martinique Martiniquaise.

Rien n'est irréversible au niveau d'une société, malgré les handicaps hérités du colonialisme, transformer en atouts nos potentialités et générer un dynamisme de forces créatrices, tel est le défi auquel doit faire face notre peuple pour aller de l'avant vers un épanouissement social et individuel.

# Pourquoi

## PLUS QUE JAMAIS LA LUTTE ?

S'ancrer dans des certitudes patriotiques, se dire partisan de l'indépendance mais ne rien faire pour qu'effectivement le niveau de la prise de conscience de notre peuple grandisse serait tout aussi irresponsable que nier la réalité coloniale et prétendre que notre salut commun est inscrit dans notre prétendue « appartenance » à la France et l'Europe.

A la survivance anachronique du règne des békés qui n'ont cessé de nous imposer une agriculture coloniale avec en prime l'empoisonnement de notre terroir agricole.

A la liquidation, à la bétonisation continue des ces mêmes terres agricoles, A la pollution de nos rivières, à la dégradation de notre littoral, à la destruction de notre environnement.

A la disparition progressive et inexorable de nos petits agriculteurs, de nos artisans.

A l'exil de notre jeunesse, A la disparition de nos forces vives.

Au déséquilibre démographique avec un réel vieillissement de notre population.

A l'envahissement de notre pays par des européens en quête d'eldorado et accapareurs de nos meilleures terres.

A la déculturation de notre peuple, à la perte de nos valeurs propres et structurantes.

A la liquéfaction de notre peuple autrement dit , à sa disparition en tant que peuple.

Voilà où nous conduirait un immobilisme persistant.

Est-ce cela que nous prétendons laisser à nos enfants ? Est ce un champ de ruines ? Est ce un pays vidé de sa substance ? Est-ce une communauté en voie de disparition que nous leur offrirons ?

Serait-ce une attitude digne de nos ancêtres esclaves qui n'ont jamais cessé de lutter pour leur libération ... et la nôtre ?

Etre à hauteur d'homme signifie pour nous martiniquais se battre sans relâche contre le système colonial. Pas d'autre chemin que la lutte, lutte contre l'exploitation capitaliste bien sûr, lutte pour l'extension de nos droits de travailleur, assurément, mais aussi **lutte pour la LIQUIDATION DE TOUT LE SYSTEME DE DOMINATION COLONIALE.**

- **Lutte pour la récupération de la terre martiniquaise** accaparée par **les békés esclavagistes et jalousement confisquées par leur descendants.**
- **Lutte pour l'élévation du niveau de la conscience nationale** des filles et des fils de notre peuple.
- **Lutte pour la reconnaissance de notre peuple** et de son droit imprescriptible à décider librement de son avenir et à construire une société authentiquement martiniquaise capable d'assurer l'épanouissement des femmes et des hommes qui la composent.

Qu'on ne se méprenne pas.Participer à des élections qui ne changeront rien du tout n'est pas lutter!

• Lutter ne consiste pas à mettre en selle des politiciens avides de prébendes à la tête d'institutions coloniales dépourvues de pouvoirs réels.

• Lutter consiste tout au contraire à s'engager individuellement et collectivement partout où cela est nécessaire, dans nos quartiers,sur nos lieux de travail pour faire aboutir nos revendications . Il est urgent de ne plus confiance aux politiciens qui tous prétendent être contre le chômage, pour l'emploi des jeunes , la responsabilité et patati et patata mais qui en réalité passent leur temps à se vautrer dans la compromission avec le système colonial qu'ils veulent pérenniser.

**La lutte pour la dignité c'est le contraire de tout cela car il ne saurait se concevoir d'avenir dans l'indignité.**